

POUR UNE CONTRE-OFFENSIVE TRANS

Le 12 octobre prochain à Paris aura lieu la 27^{ème} édition de l'ExisTransInter, une marche revendicative pour les droits des personnes trans et intersexes. Les enjeux sont de taille : la loi votée en mai 2024 contre les droits des mineur·es trans votée n'est que le début de leur offensive. Cette loi, qui oblige les personnes transgenres mineures à passer par des « centres spécialisés » agréés par l'état pour avoir accès à des soins, restreint grandement l'accès aux bloqueurs de puberté, qui ne pourrons plus être prescrit que 2 ans après la première visite de la personne dans l'un de ces centres, et interdit totalement les traitements hormonaux ou chirurgicaux aux personnes de moins de 18 ans.

Dans un contexte général de **montée en puissance de l'extrême droite**, le gouvernement qui vient de se mettre en place accentuera encore le danger et **les luttes trans resteront plus que jamais une priorité**. Nous savons qu'à l'heure actuelle, présenter les personnes trans et intersexes comme une menace, les faire disparaître et les éradiquer font partie des stratégies principales de l'extrême droite à travers le monde. **Nous continuons de penser qu'il est urgent de s'organiser, de se mobiliser massivement et de lutter ensemble, qu'on soit concerné·e directement ou non.**

La lutte pour les droits des personnes trans et intersexes est un combat **antipatriarcal**, mais aussi **antiraciste** : les premières victimes de la transphobie sont notamment les **femmes trans racisées** qui, à l'intersection de plusieurs systèmes de domination (racisme, validisme, patriarcat...), **subissent le plus intensément** et sont **le moins protégées de ces attaques** répétées contre leurs existences.

Le système patriarcal et ses injonctions hétérosexuelles **dégradent les conditions matérielles d'existence des personnes trans et intersexes** et rendent leurs vies insupportables :

mutilation des personnes intersexes dès leurs premiers jours de vie, **stérilisations forcées**, **isolement** et **ruptures familiales**, **discrimination** au logement et à l'emploi, **agressions transphobes** dans les espaces publics, **violences sexuelles**, prises en charge et **accès aux soins dégradés** voire impossibles...

Les attaques contre les droits des personnes trans et intersexes, qu'elles proviennent de l'État ou bien de groupes d'extrême droite, **sont des attaques de la classe dominante bourgeoise**. Elle cherche - grâce à ses attaques et ses paniques morales autour de la transidentité - à conserver son pouvoir en perpétuant l'exploitation de notre classe et en nous divisant.

En maintenant la population dans les **normes hétérosexuelles et patriarcales**, elle assure que la classe des femmes reste assignée - à la fois dans la famille mais aussi dans le cadre du salariat - au **travail domestique et reproductif** comme la mise au monde et l'éducation des enfants, le soin aux individus ou l'entretien des foyers. Ainsi, la bourgeoisie et les capitalistes s'assurent que la classe des hommes puisse continuer de subir chaque jour l'exploitation salariale hors du foyer.

Cette obsession du maintien à tout prix des individus dans le système hétérosexuel est également à mettre en lien avec les récentes ambitions guerrières, militaristes et de « réarmement démographique » chères à la classe dominante, qui s'assure ainsi de ne jamais manquer de chair à canon en contraignant les personnes capables de tomber enceintes à la maternité et à la reproduction. **En remettant en question cette division binaire et genrée de la société et du travail**, les personnes trans et intersexes représentent des obstacles et des menaces au maintien de ce système.

La dernière loi transphobe en date a été l'occasion d'une riposte massive de contre-offensive trans : dans de nombreuses villes, nous n'avions jamais vu autant de personnes se mobiliser pour ces droits. Ces manifestations et rassemblements nous ont montré que de plus en plus de personnes comprennent les enjeux et l'importance de ces luttes, et nous donnent de l'espoir : **nous sommes en capacité de construire un rapport de force pour exiger l'amélioration des conditions de vie et revendiquer le droit à des existences dignes.**

Nous ne voulons plus compter nos mort·es, nous voulons compter nos victoires. Alors tous·tes dans la rue ce samedi 12 octobre : montrons-leur qu'ils n'auront plus jamais le confort de nos silences !



LISEZ NOTRE BROCHURE !

Pour une contre-offensive Trans

Depuis sa fondation en 2019, l'Union Communiste Libertaire est engagée contre la transphobie. Lors de son 11^{ème} congrès, en novembre 2023 à Angers, elle a **précisé son analyse, son positionnement, et le sens de son soutien aux luttes trans.**

Disponible sur notre [site internet](#) et sur notre [boutique en ligne](#).